

DOCUMENTS

LES BELLES LETTRES

**par
CHARLOTTE DELBO**



LES ÉDITIONS DE MINUIT

LES BELLES LETTRES

CHARLOTTE DELBO

LES BELLES LETTRES



LES ÉDITIONS DE MINUIT

© 1961/2012 by LES ÉDITIONS DE MINUIT
7, rue Bernard-Palissy — Paris VI^e

L'art épistolaire, qui fleurissait au XVII^e et au XVIII^e siècles, tombé en décadence au long du XIX^e, s'est presque éteint au XX^e siècle. De nos jours, marquises et religieuses portugaises font comme tout le monde : elles téléphonent.

Il a suffi que le Pouvoir prenne l'Histoire à rebours pour que le genre redevienne à la mode. De l'influence des institutions sur l'histoire littéraire.

Pourquoi écrit-on des lettres ? Parce qu'on éclate d'indignation. Est-ce nouveau ? N'y a-t-il pas toujours eu des raisons de s'indigner ? Certes. Mais alors qu'auparavant — qu'on songe aux années qui ont précédé la guerre de 1939 — l'indignation explosait en manifestations et en actions collectives, se transformait en actes par l'intermédiaire des syndicats et des partis politiques, elle n'a plus aujourd'hui le moyen de s'exprimer. Le Parlement n'existe plus que de nom, les élections ne sont plus qu'actes gratuits. Les citoyens sont appelés à répondre par oui ou par non à des questions où ils voudraient au moins pouvoir répondre : oui mais. Les conseils des ministres sont des réunions secrètes. Il n'y a plus de vie politique.

On a, pendant des années, essayé de secouer cette torpeur. Pendant des années on a signé des appels et des pétitions, signé pour la paix en Algérie, pour la négociation, pour le cessez-le-feu, pour Gérard Spitzer et Djamila Boupacha, signé pour Henri Alleg et Maurice Audin, signé l'appel de Stockholm et la pétition laïque, signé, signé. On a voté pour la paix en Algérie en janvier 1956, dit oui à de Gaulle pour la paix en Algérie au référendum de septembre 1958. Gérard Spitzer est en prison, Alleg aussi, Maurice Audin est mort assassiné, les aumôneries s'installent, la guerre d'Algérie dure.

Privé d'autre moyen d'agir, on écrit des lettres.

Il a suffi d'un article de Maurice Duverger dans *Le Monde* du 27 avril 1960 pour le constater.

De quoi s'agissait-il ? De ne tomber ni dans l'une ni dans l'autre de deux trahisons : « Aider ou approuver Francis Jeanson et ses amis, c'est un crime. Mais c'est un crime de même nature qu'aider ou approuver les entreprises de ceux qui essaient de transformer l'armée en garde prétorienne. »

On parle beaucoup de Francis Jeanson au printemps 1960. En février, la police a arrêté dix-neuf Français et six Algériens qui appartenaient à un réseau d'aide au F. L. N. Le chef de ce réseau est Francis Jeanson.

Désertre est une trahison : un soldat ne doit pas trahir la communauté à laquelle il appartient. Mais, ne pas désobéir s'il reçoit l'ordre de torturer, c'est aussi une trahison.

Certains lecteurs sont pris de colère. De qui se moque-t-on ? Imaginez le jeune soldat à qui son lieutenant donne l'ordre d'incendier une mechta. — « Non, mon lieutenant. Je refuse. » Rien de plus facile, apparemment.

Jérôme Lindon n'accepte pas le dilemme. Il écrit le jour même (1) :

L'article que vous avez publié dans *Le Monde* daté du 27 avril sous le titre « Les deux trahisons », m'a beaucoup surpris de votre part.

(1) Extraits de cette lettre dans *Le Monde* du 14 mai 1960.

Ce serait, je pense, outrager notre armée, la quatrième du globe par le nombre, que de la croire incapable, après cinq ans et demi de guerre, de venir à bout de 30 000 « rebelles ». C'est que ces 30 000 combattants-là — dont les pertes, nous assure-t-on officiellement, dépassent 150 000 morts — peuvent manifestement compter en Algérie sur des centaines de milliers, voire de millions d'alliés, sans distinction de sexe ou d'âge. Qu'à partir de là l'armée française se voit forcée de mener une guerre de recherche de renseignements, où s'estompe pour elle la distinction entre civils et militaires, c'est l'évidence. Et que ce genre de guerre implique nécessairement l'usage de la « question », c'est l'évidence aussi : nous a-t-on jamais, en dépit de centaines de témoignages, annoncé la condamnation d'un seul responsable des tortures dont vous êtes amené à évoquer tout naturellement l'existence dans votre article ?

La désobéissance est un crime, dites-vous, jusqu'au moment où elle devient un devoir. Mais le problème reste justement, pour un jeune Français digne de ce nom, de savoir où se situe dans cette guerre la frontière fatidique à partir de laquelle on cesse de représenter un modèle de patriotisme pour devenir l'auteur — ou, ce qui revient exactement au même, le complice — d'une infamie.

S'il y a une frontière, où est-elle ?

Jean Le Meur, alors sous-lieutenant à Kheirane, répondait déjà le 1^{er} septembre 1958 (1) :

Même si on est planqué, si on est dans un bureau, dans la transmission ou aux subsistances, on est un organe de la machine répressive, solidaire de tout l'organisme — et responsable. Ce que je crois avoir découvert justement, c'est la permanence de la responsabilité individuelle dans un système qui prétend abusivement l'abolir. En définitive, quelles que soient les circonstances, c'est l'exécutant qui décide.

Comment était-il parvenu à cette conclusion ? À partir de ce qu'il a vu et qu'il décrit dans une autre lettre (1) de la même date :

Le 1/94 R. I., où je suis, est une unité ordinaire d'infanterie. Il y a un mois une sévère embuscade a fait une dizaine de victimes dans une de nos compagnies. Le régiment est depuis deux ans dans les Nementchas. L'état d'esprit des gens, des officiers, voire de la troupe, est extrêmement inquiétant par ce qu'il révèle d'hébétude du sens moral. Il semble que tous ceux qui sont jetés dans cette

(1) Lettres de Jean Le Meur, *Esprit*, décembre 1959.

guerre en arrivent à justifier la violence systématique, sans entraves. On s'évertue à m'expliquer l'utilité de la torture, « dans certains cas ». On me dit que le spectacle de copains égorgés fait tomber bien des « illusions ». On me justifie le massacre des prisonniers. Racisme, mépris, incompréhension, le plus souvent. Je n'ai pas entendu encore un seul des partisans de cette guerre défendre avec moi le respect de la personne humaine...

et dans une lettre du 17 septembre 1958, écrite de Khentchela :

Hier soir, à dix heures, j'ai entendu des hurlements dans un baraquement proche. Je suis sorti pour voir. C'était ce que tu penses. Un « interrogatoire » dans une pièce voisine. Une douzaine de gendarmes regardaient le spectacle de l'extérieur. Je ne sais pas quelle méthode on employait, je pense que c'était l'électricité. Je suis resté peut-être dix secondes dehors et en partant j'ai dit mon écœurement. Ça m'a valu des quolibets des gendarmes et une semonce menaçante d'un lieutenant. La séance a duré plus d'une heure. Jusque-là je savais que ça existait. Je sais maintenant comment peuvent retentir en moi ces hurlements lugubres qui se terminent en sanglots d'enfant. Je suis encore comme halluciné d'angoisse et de désespoir...

Jean Le Meur a refusé de servir plus longtemps. Ce n'est pas un anti-militariste : « Je ferais sans déplaisir la guerre contre les nazis. Mais avec eux, non », écrivait-il quelques jours avant d'être jugé par un tribunal militaire qui l'a condamné à deux ans de prison.

Jacques Nantet, dans sa lettre du 29 avril, va droit au cœur du problème :

C'est avec un vif intérêt que j'ai lu dans *Le Monde* du 27 avril, votre article intitulé « Les deux trahisons ». Mais, alors que j'étais généralement d'accord avec vos analyses, cette fois, je ne rejoins pas vos conclusions.

Je pense en gros que, devant l'échec total de la propagande et de tous les efforts faits depuis des années pour soulever le pays contre la guerre d'Algérie, nous ne pouvons négliger le facteur de la désertion ; d'autant qu'il n'y a plus d'espoir sérieux de voir cesser prochainement la guerre sur une initiative gouvernementale, et que la perspective lointaine reste la menace fasciste.

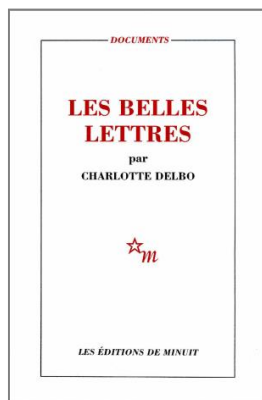
Bien entendu les partis politiques ne sauraient inciter à la désertion et soutenir une telle action ; bien entendu la désertion reste pour les jeunes gens appelés un problème de conscience individuelle ; chacun est seul juge. Mais sur ce plan moral (vous vous y êtes placé

dans votre article), la condition suspensive que vous proposez est en fait déjà levée : on ne peut désertier, écrivez-vous, que si l'armée est devenue prétorienne et se dévoue à des intérêts qui lui sont propres en dehors de la volonté nationale et de la légalité républicaine. Or, c'est en fait dans cette situation que nous nous trouvons, vous le savez bien, depuis le 13 mai.

Je ne pose pas la question de savoir si de Gaulle a eu raison de prendre le pouvoir pour éviter le pire, mais il n'en reste pas moins que le nouveau régime résulte d'un mouvement césarien. Ceci pourrait être oublié si, depuis le 13 mai, et à plusieurs occasions, la politique gouvernementale ne s'était nettement infléchie de nouveau pour tenir compte des réactions de cette armée prétorienne ; ainsi, lors de la « tournée des popotes ». Alors la désertion n'est peut-être pas un devoir, mais, selon vos propres prémisses, le problème se pose légitimement devant chaque conscience, et voilà ce que souligne très utilement *Le Déserteur*, de Maurienne (1).

Et puis il y a la torture. Vous savez comme moi qu'après une accalmie, celle-ci a repris : tout soldat, en Algérie, se trouve donc complice de ces abominations, et de manière plus ou moins directe, par son acceptation passive de la discipline.

(1) Aux Éditions de Minuit.



Cette édition électronique du livre
Les Belles Lettres de Charlotte Delbo
a été réalisée le 23 janvier 2020
par les Éditions de Minuit
à partir de l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782707304742).

© 2020 by LES ÉDITIONS DE MINUIT
pour la présente édition électronique.

www.leseditionsdeminuit.fr

ISBN : 9782707351135



www.centrenationaldulivre.fr